ASSOCIATION CULTURELLE DES TAMOULS EN FRANCE

Mme Nisanthi Peiris

Merci président,

Défis pour l'inclusion et l'égalité : obstacles à la participation sociale et économique des tamouls dans le Nord Est de Sri Lanka reste un challenge, car le peuple Tamoul vivent sous occupation singhalais dans le Nord et est de Sri Lanka.

Le Sri Lanka est le deuxième pays au monde enregistrant le plus grand nombre de disparitions forcées ; des dizaines de milliers de Tamouls ont été victimes de ce phénomène sur plusieurs décennies dans le pays. Cette affaire constituait pour les autorités sri-lankaises une occasion de rendre justice pour ces crimes de droit international, en faisant en sorte que les personnes soupçonnées d'être responsables, y compris celles qui ont aidé et encouragé ces actes et celles qui se trouvaient à des postes de commandement, soient traduites en justice.

Plusieurs évènements anciens et récents démontrent les propos susmentionnés et mettent en avant la réelle volonté, position, des autorités srilankaises concernant le cas des disparitions forcées. Que cela soit avec le traitement des disparitions des membres de la LTTE (Libération Tigers of Tamil Eelam) et de leurs familles qui se sont rendus à l'armée sri-lankaise à la fin de la guerre ou avec les mesures d'intimidations prises à l'encontre des avocats et Juges Tamouls ou bien encore avec la répression des manifestations des mères des disparus, le Sri Lanka tente constamment d'écarter le problème des disparitions forcées sans pour autant le résoudre.

Nous demandons à la communauté internationale :

D'organiser une session spéciale sur les disparitions forcée au Sri Lanka.

De fournir une aide technique aux représentants et aux associations des disparitions forcées des 8 districts Tamouls dans le Nord et Est du Sri Lanka

Reconnaître la résolution sur le génocide adoptée à l'unanimité par le Conseil provincial du nord du Sri Lanka le 10 février 2015.

Diriger les mesures appropriées à la Cour pénale internationale.

Nommer un rapporteur spécial pour le Sri Lanka pour surveiller et enquêter sur les violations des droits de l'homme et la répression en cours contre la nation tamoule.

Le peuple tamoul ayant droit à l'autodétermination devrait avoir la possibilité de décider de sa foi politique.